

Comme l'ensemble des collègues, nous avons été révolté suite au suicide de **Christine Renon**, directrice de l'école Méhul à Pantin. Ce suicide intervient après la tentative d'un collègue dans les Bouches-du-Rhône le 12 septembre dernier.

Dans une lettre publique, qui a largement circulé sur les réseaux sociaux, Christine Renon, fait référence pêle-mêle à **la surcharge de travail et à la perte de son sens, l'autoritarisme et le management froid, l'infantilisation et l'humiliation de plus en plus présente dans nos métiers.**

Il nous apparaît évident que ces passages à l'acte sont corrélés avec les récentes « réformes » engagées dans l'Éducation Nationale. Notre rôle se trouve totalement remis en question comme l'ensemble des services publics pour des raisons autant idéologiques que comptables. Cela n'est pas sans nous rappeler le tragique épisode de la restructuration-privatisation de France-Télécom. Il semble aujourd'hui que le travail tue également à La Poste (comme le montrait de manière éloquente le dernier reportage de l'émission Envoyé Spécial) et à la SNCF. Il n'est pas étonnant qu'il en soit de même dans le monde de l'École après plusieurs années d'austérité, d'évaluationnisme aiguë, de dégradation des conditions de travail, de suppression de postes entraînant naturellement une incompréhension toujours plus vive de nos professions... **Le métier de professeur des écoles a vraiment changé, les personnels doivent pallier les nombreux manquements institutionnels en subissant toujours davantage (manque d'AVS alors qu'il y a de plus en plus d'élèves en situation de handicap).**

La CNT-SO tient à apporter son soutien aux proches de nos deux collègues. Nous sommes absolument révolté-e-s par ces drames qui auraient pu être évités. Les organisations syndicales du 93 appellent d'ailleurs à une journée de grève départementale le 3 octobre.

Nous exigeons du Ministère des explications claires et la mise en place d'une enquête globale concernant les suicides au travail. Nous demandons la suspension de toutes les réformes en cours jusqu'aux résultats de cette enquête.